

Le chantier du Grand Paris « embarque » déjà 700 entreprises

- Les chantiers du Grand Paris cumuleront une centaine de milliards d'euros d'ici à 2030.
- Les PME y ont leur place, elles peuvent se faire aider pour être retenues dans les appels d'offres.

URBANISME

Dominique Malécot
@DMalecot

Cent milliards d'euros d'investissement pour structurer l'Ile-de-France d'ici à 2030. C'est le chiffre que rappelle à l'envi le président de la CCI Paris Ile-de-France, Didier Kling. A elles seules, les infrastructures représentent 30 milliards d'euros, « c'est beaucoup, mais c'est nécessaire », martèle-t-il. Le plan du Grand Paris réunit déjà douze fédérations professionnelles, dix maîtres d'ouvrage et des industriels. Toutefois, l'objectif, permettre à l'Ile-de-France de renouer avec la croissance économique des grandes métropoles mondiales, ne sera atteint que si les chantiers tiennent les délais. Les JO de 2024 et l'Exposition universelle de 2025 devraient servir d'aiguillons et même, si Paris est retenu, renforcer le processus.

Faire une place aux PME

Outre le métro et ses gares, le chantier du Grand Paris représente 26,3 milliards d'euros de grands projets à réaliser à l'horizon 2030 et 53 milliards d'euros de logements au rythme de 70.000 par an, selon les chiffres de la CCI Paris Ile-de-France. Les quelque 200 kilomètres de tunnels à forer pour le métro et les 69 gares prévues, hors prolongement des lignes actuelles, sont du ressort des grands groupes du secteur. Eux seuls ont l'expertise technique nécessaire et les moyens financiers d'entreprendre des chantiers de plusieurs centaines de millions d'euros.

Pas question pour autant d'exclure les PME. Dès l'origine, tout a été prévu, notamment sous forme de clauses dans les appels d'offres, pour qu'elles puissent s'appuyer sur ces chantiers afin d'acquérir des compétences et de se développer. De même pour l'insertion de populations en difficulté. La CCI Paris Ile-de-France a créé la plate-forme CCI-Business Grand Paris pour faciliter les échanges entre les grands groupes et les PME. Elle compte déjà

quelque 700 entreprises inscrites et leur propose des formations pour répondre aux appels d'offres et monter les financements nécessaires. Début mars, la CCI dénombrait 360 entreprises candidates à ces formations cofinancées par le Feder. Elle travaille aussi avec les organisations patronales sur la formation pour créer les filières correspondant aux besoins.

Maîtriser les outils

Grâce à ce processus, Urban TP a travaillé sur le chantier de l'Arena, dans les Hauts-de-Seine. « De petits chantiers, concède le directeur de cette jeune entreprise de 10 salariés, mais constituants pour nous. Je vais sans doute me proposer comme sous-traitant sur le métro du Grand Paris. » Pour d'autres, par exemple dans l'ingénierie, c'est la maîtrise d'un logiciel utilisé dans le BTP et pour les échanges entre donneurs d'ordres, collectivités et entreprises qui fait la différence. Après la livraison des ouvrages, les données accumulées en phases d'étude et de construction serviront à les gérer. ■



A Villejuif, les travaux d'aménagement du RER B ont commencé après la démolition des anciens bâtiments. Photo D. Malécot

Le métro redessine déjà la banlieue sud

Les travaux de génie civil, qui ont commencé tout le long de la ligne 15 sud du métro du Grand Paris se doublent d'une opération de requalification urbaine de grande ampleur.

Voyage dans la banlieue de Paris des années 1960. Le plâtre gris des immeubles de deux étages évoque les décors naturels des films en noir et blanc de Georges Lautner. Ils vivent leurs dernières semaines. Les travaux de déviation des réseaux – télécoms, eau, gaz, électricité, etc. – ont déjà eu raison de ce magasin Franprix d'Issy-les-Moulineaux. De l'autre côté de la rue, les 16 étages de logements prévus sur la future gare de la ligne 15 du métro du Grand Paris domineront le viaduc du RER C. Ils s'intégreront dans un quartier qui termine sa muta-

tion postindustrielle. Le même scénario s'applique aux 16 gares du tronçon sud de la ligne 15 du métro du Grand Paris. Parmi ces 16 gares, 15 sont en correspondance avec le RER, le métro, le tramways ou le bus. Onze sont déjà en chantier, la dernière le sera en 2018 pour que tout soit prêt en 2024. Ces 33 kilomètres de ligne entre le pont de Sèvres, à l'ouest, et Noisy-Champs, à l'est, traversent « 22 communes et quatre départements », rappelle Guillaume Pons, directeur de la ligne à la Société du Grand Paris (SGP), en charge de la construction du réseau. Cet investissement de 5,7 milliards d'euros dessert un territoire où l'on recense 1 million d'habitants, 455.000 emplois, et il est calibré pour assurer 300.000 trajets quotidiens.

L'arrivée du métro de rocade va faciliter les déplacements de ban-

lieue à banlieue sans avoir à passer par Paris, et donc soulager d'autant le métro et les RER actuels. Il va surtout permettre de requalifier des territoires urbains qui n'ont pu exprimer leur potentiel, faute de transports suffisants. « Tout autour

Pour la banlieue, le Grand Paris est bien davantage qu'un changement de décor.

de la gare, il y aura 33.000 logements et 10.000 habitants en plus pour une ville de 57.000 habitants », explique Jorge Carvalho, maire adjoint de Villejuif. « Il faut réfléchir à ce que cela implique. » La gare qui va sortir de terre devant l'institut Gustave-Roussy et d'anciens locaux des PTT,

lesquels abritent encore quelques services d'Orange et de l'Agence nationale des fréquences, ne suffira pas à assurer tous les déplacements. D'autant que la ZAC Campus Grand Parc, prévue autour de la gare, va aussi accueillir le futur cluster français de la santé. « Tout le monde ne renoncera pas à la voiture, juge Jorge Carvalho, il y a 5.500 personnes qui travaillent ou qui viennent tous les jours à Gustave-Roussy, il faudra que la SGP nous accompagne pour organiser le stationnement. »

Presque une goutte d'eau. Car Villejuif accueillera en même temps une deuxième gare, Louis-Aragon, qui va s'accompagner d'un quartier d'affaires et de logements sur cinq hectares. De quoi restructurer un tissu urbain de pavillons vieillissants et de grands ensembles avec l'arrivée d'une population jeune, de commerces et d'espaces verts. A

deux stations de là, la gare des Ardoines est le théâtre d'un chantier extrêmement complexe pour réaliser l'interconnexion du métro et du RER C. En mutation, le territoire qui l'entoure accueillera des projets immobiliers, en cours d'étude, pilotés par la SGP, complétant un tissu économique qui regroupe actuellement quelque 9.000 emplois. Un cluster dédié aux biotechnologies devrait également s'y structurer autour d'une unité de Sanofi-Aventis, qui emploie déjà 1.800 salariés aux Ardoines... Le métro devrait le doper, non seulement en facilitant les échanges avec Gustave-Roussy, mais aussi quand « l'effet réseau » du métro jouera à plein pour constituer « un écosystème médical » à l'échelle de la région. Pour la banlieue, le Grand Paris est bien davantage qu'un changement de décor. — D. Ma.

La région Ile-de-France incite les PME à dépenser les fonds européens

L'Ile-de-France rattrape son retard en matière d'engagement des fonds structurels.

Bienvenue aux associations, collectivités et entreprises ! La région Ile-de-France gère 540 millions de fonds structurels européens à dépenser entre 2014 et 2020 – 2021 en dernière limite –, et elle est bien décidée à les consommer. Au point d'avoir nommé une vice-présidente, Stéphanie von Euw, pour s'occuper exclusivement du dossier. Avec une idée : simplifier et

accélérer l'accès aux subventions. « Nous sommes passés de 4 à 14 gestionnaires pour instruire les dossiers, et nous allons encore en recruter deux », explique Stéphanie von Euw. « Il n'y a plus qu'un seul point d'entrée, et il n'y a qu'une seule personne référente pour les porteurs de projet, du début à la fin de la procédure. » Et pour éviter que les dossiers traînent entre les services, leurs responsables se réunissent tous en même temps, en présence du porteur de projet. « Il a la possibilité de présenter oralement son projet

et de le défendre en une fois, cela accélère considérablement les traitements », poursuit l'élue.

Retour dans la moyenne

Parallèlement, la région a aussi recruté cinq « développeurs » habitués à la complexité des fonds (environnement et innovation urbaine ; innovation R&D et développement économique ; emploi, formation et culture ; enseignement supérieur, recherche ; transferts technologiques). Ils ont pour mission d'aller au-devant des porteurs de projet, de

leur expliquer ce à quoi ils peuvent prétendre sans prendre de risques et, s'ils sont intéressés, de les mettre entre les mains d'un gestionnaire de projets.

Résultat, la région a déjà programmé 138,7 millions d'euros d'aides européennes... loin des 22 millions programmés fin 2015. « Nous sommes à 30 % de programmation sur les 540 millions d'euros, et nous sommes revenus dans la moyenne des régions françaises », se félicite Stéphanie von Euw. — D. Ma.



Les PME peuvent bénéficier de fonds européens pour participer aux chantiers. Ici, construction de la future gare de métro de Noisy-Champs, entre Noisy-le-Grand et Champs-sur-Marne.